



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 Chalon-sur-Saône Cedex

Le 30 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP CENTRE EST

29 rue des Confréries
71530 Crissey

Références : CP/MV/2024/C_061
Code AIOT : 0005401576

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement SARP CENTRE EST implanté 29 rue des Confréries 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP CENTRE EST
- 29 rue des Confréries 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401576
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la collecte, le transit et le regroupement de déchets dangereux et non dangereux en vue d'un traitement hors site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réseaux d'adduction d'eau publique -	AP Complémentaire du 30/07/2014, article 4.1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Disconnecteurs			
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.4 modifié	Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de lutttes contre l'incendie - Dimensionnement - Vérification	AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.4 modifié	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Capacité de confinement des eaux d'incendie	AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.4.2 modifié	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
10	Statut du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 89.2b et 89.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Condition d'utilisation (période pérenne)	Règlement européen du 22/05/2012, article 17.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Durée d'entreposage des déchets	Code de l'environnement du 27/03/2024, article R511-9	Sans objet
6	FDS du produit biocide	Règlement européen du 18/12/2006, article 36	Sans objet
7	FDS du produit biocide	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et annexe II	Sans objet
8	Substance(s) active(s)	Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 89.2	Sans objet
9	Inventaire des produits biocides	Code de l'environnement du 29/06/2016, article R.522-18	Sans objet
11	Rétention	Arrêté Préfectoral du 01/01/1900	Sans objet
12	Accès à la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
13	Etiquetage CLP	Règlement européen du 22/05/2012, article 69	Sans objet
14	Etiquetage Biocide	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		29/06/2016, article R.522-17	
16	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.1.1 modifié	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever plusieurs non-conformités, notamment concernant :

- l'insuffisance des capacités de confinement du site qui ne dispose pas du volume de 316 m³ prévus pour le confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales,
- l'insuffisance de la pression d'eau des 2 RIA du site,
- l'implantation des disconnecteurs sur les réseaux d'alimentation en eau potable arrivant sur le site.

Une partie de l'inspection a porté sur la réglementation « biocides » qui est globalement bien suivie par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux d'adduction d'eau publique - Disconnecteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2014, article 4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.</p> <p><u>Constat de la précédente inspection :</u> Les deux disconnecteurs présentent des non-conformités. L'exploitant adressera à l'inspection le justificatif de la mise en conformité de ces équipements.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u> Des travaux de mise en conformité ont été réalisés le 03/03/2022 (disconnecteur associé au nouveau poteau incendie interne). Un contrôle visuel de conformité réalisé le 02/06/2022 par VEOLIA a conclu à la conformité du disconnecteur. "Un contrôle sera effectué prochainement".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait contrôler les deux disconnecteurs du site le 16/03/2023. Les fiches de maintenance établies par le vérificateur indiquent, pour chaque équipement, un risque sanitaire avéré compte tenu de la possible immersion de l'équipement en raison de l'absence d'évacuation d'eau du regard.</p> <p>Ce constat a déjà été fait lors des précédents contrôle. Afin de palier ce manque, l'exploitant mis en place une procédure de contrôle visuel journalier de l'absence d'eau dans le regard.</p> <p>Concernant le disconnecteur de l'arrivée générale, la fiche indique également que la pose est non conforme et que l'équipement est hors service. L'exploitant a fait changer le disconnecteur en question le 21/07/2023.</p>

Il n'y a pas eu de nouvelle vérification depuis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de transmettre les fiches de la prochaine vérification des disconnecteurs du site, • de proposer une solution de mise en conformité des regards afin de supprimer le risque sanitaire identifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.4 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> • de moyens de défense extérieure contre l'incendie (document technique D9 de septembre 2001) permettant d'assurer un débit 120 m³/h, tels que : <ul style="list-style-type: none"> ◦ soit, des poteaux d'incendie normalisés de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale des bâtiments ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 m. <p>...</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p><u>Demande issue de la précédente inspection :</u></p> <p>L'exploitant s'assura, en lien avec le gestionnaire du réseau, que les 2 poteaux peuvent délivrer 120 m³/h en simultané et transmettra un justificatif à l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, le poteau étant situé dans l'enceinte de l'établissement, il n'est pas accessible aux engins de secours en l'absence de personnel. Suivant les recommandations du SDIS71 qui a visité l'établissement (rapport SDIS 71 du 27/01/2022), l'exploitant a indiqué avoir installé un "boîtier pompier" qui contiendra la clé de déverrouillage du portail. Il s'est également engagé à matérialiser l'aire de stationnement des engins au sol.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a produit le résultat de l'essai en simultané du poteau incendie n° 32 et du poteau incendie interne réalisé le 28/03/2024 par le gestionnaire du réseau.</p> <p>Le rapport de vérification indique que la pression dynamique relevée à 60 m³/h est supérieure à 1</p>

<p>bar pour chaque appareil.</p> <p>L'exploitant a rencontré le SDIS le 04 avril 2024.</p> <p>Il a été convenu qu'il devait matérialiser une aire d'aspiration devant le PI interne de 8*4m au niveau des places de parking VL. Ces dernières peuvent être utilisées en temps normal mais devront être dégagées avant l'arrivée des secours.</p> <p>Cela implique qu'aucun véhicule ne doit y stationner en dehors des heures d'ouverture.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirmera avoir matérialisé l'aire d'aspiration du poteau d'incendie interne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Moyens de luttres contre l'incendie - Dimensionnement - Vérification

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.4 modifié</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de luttres contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • <u>de deux RIA positionnés à l'entrée du bâtiment principal.</u> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. <u>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</u></p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs et les 2 RIA font l'objet d'une vérification annuelle.</p> <p>La dernière a été réalisée les 05/07/2023 (extincteurs) et 06/07/2023 (RIA).</p> <p>Le rapport de vérification annuelle des RIA indique une pression dynamique insuffisante (0,2 bars)</p> <p>Le SDIS, que l'exploitant a rencontré suite à l'inspection, a indiqué que ce problème pouvait venir d'un manque de débit dans le réseau d'alimentation du secteur, d'autres entreprises rencontrant le même problème.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit proposer et mettre en œuvre les mesures permettant d'obtenir la pression minimale requise pour le bon fonctionnement des RIA (surpresseur...). Il peut se référer aux référentiels reconnus (norme NF S 62-201, règles APSAD...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Capacité de confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.4.2 modifié

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des milieux aquatiques et des sols
--

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 316 m³. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les justificatifs du dimensionnement du dispositif de confinement.

Constat précédent : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les justificatifs du dimensionnement du dispositif de confinement. Il est donc demandé à l'exploitant de justifier la possibilité de stocker les eaux susceptibles d'être polluées à l'intérieur du site (fosse, cours, réseaux...).

Réponse de l'exploitant : Après vérification, l'exploitant a mis en évidence l'insuffisance de ses capacités de confinement des eaux accidentellement polluées. Une étude est en cours afin d'identifier les solutions envisageables pour se conformer à la prescription. Délais de réalisation : septembre 2023

Constats :

L'exploitant a présenté les conclusions de l'étude de mise en conformité du site vis-à-vis de l'exigence de confinement des eaux d'incendie.

Le besoin de confinement a été estimé à 316 m³. Le site ne dispose actuellement que de 55 m³ (2 fosses de 17 m³ et 18 m³ dans le hangar et 20 m³ disponibles dans les réseaux et points bas du site).

L'exploitant projette la création d'un bassin de confinement de 261 m³ sur son site.

Son implantation est envisagée dans le cadre de travaux prévus sur le site (déplacement du bâtiment administratif et du hangar de stockage de contenants vides existants, création d'un parking PL).

Le planning prévisionnel, qui reste à confirmer, prévoit le démarrage des travaux sur le mois de juillet 2024 pour une fin de travaux en avril 2025.

En conclusion, le site ne dispose pas du volume de 316 m³ prévus pour le confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales.

Il s'agit d'une non-conformité dont l'exploitant a connaissance depuis la dernière inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois
--

N° 5 : Durée d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2024, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Durée d'entreposage des déchets
Prescription contrôlée : La durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder 1 an si les déchets sont destinés à être éliminés ou 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production. Ces délais résultent de l'application de la directive n°1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760. <u>Constat précédent :</u> Deux wagons de 30 m ³ contenant des eaux hydrocarbonées sont entreposés dans le bâtiment principal depuis plus de 4 ans alors que l'exploitant n'est pas autorisé au titre de la rubrique 2760 relatif au stockage de déchets. <u>Réponse de l'exploitant (13/07/2022) :</u> Plusieurs opérations d'évacuation des déchets ont été réalisées. [...]les cuves sont désormais vidées et nettoyées. Les justificatifs sont tenus à disposition.
Constats : Il a été permis de constater que les deux wagons de 30 m ³ contenant des eaux hydrocarbonées entreposés dans le bâtiment principal depuis plus de 4 ans avaient été évacués du site. L'exploitant a produit les bordereaux de suivi d'environ 50 tonnes de déchets qui ont été évacués sur un centre de regroupement (mars et avril 2022). Il a également produit la facture d'achats des deux wagons/réservoirs métalliques (environ 15 tonnes) par un ferrailleur voisin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la fiche de données de sécurité (FDS) de chacun des produits biocides utilisés
Constats : L'exploitant dispose d'un double classeur des FDS (bureau et local de stockage).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et annexe II
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : Les FDS des produits biocides sont à jour, en français et sous le format de l'annexe II du règlement REACH (16 rubriques, classification CLP en rubrique 2 et 3, étiquetage CLP en rubrique 2)
Constats : Un contrôle statistique a indiqué que les deux classeurs étaient tenus à jour simultanément et que les FDS étaient récentes et en français (- de 5 ans).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Substance(s) active(s)

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 89.2
Thème(s) : Produits chimiques, Substance(s) active(s)
Prescription contrôlée : Les substances actives présentes dans les biocides sont approuvées pour l'usage prévu (TP)
Constats : Conforme (contrôle statistique) La vérification a porté sur les produits : <ul style="list-style-type: none">• NOTRAC BLOX TOUS TEMPS (N° AMM : FR-2016-0010) : Brodifacoum TP 14 : rodenticides• PERMAX 250 COMBI EC (statut transitoire) : Butoxyde de pipéronyle et Permethrine TP 18 : Insecticides, acaricides et produits utilisés pour lutter contre les autres arthropodes• VEBITOX FACOUM PASTA (N° AMM : FR-2016-0037) : Brodifacoum TP14 : rodenticides• SORKIL BLOC (N° AMM : FR-2012-0004) : Difénacoum TP14 : rodenticides
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Inventaire des produits biocides

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2016, article R.522-18
Thème(s) : Produits chimiques, Simmbad
Prescription contrôlée : Les produits biocides ont fait l'objet d'une déclaration sur la base de données https://simmbad.fr La déclaration est présente ET cohérente avec les informations fournies lors du contrôle.
Constats : La vérification a été faite sur la base de données https://biocid-anses.fr/ (ex https://simmbad.fr) pour les produits cités dans la fiche de constat n° 9 ci-dessus. Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Statut du produit biocide

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 89.2b et 89.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fin de période transitoire
Prescription contrôlée : Le cas échéant, pour les biocides utilisés, les délais d'interdiction de mise sur le marché (6 mois) et de fin d'utilisation (12 mois) en cas de non approbation de la substance active ou de non dépôt de dossier de demande d'AMM ne sont pas dépassés.
Constats : L'examen a porté sur le produit PERMAX 250 COMBI EC dont une substance n'a pas le statut approuvé. D'après le site de l'ANSES, la première demande d'autorisation transitoire de mise sur le marché du produit biocide PERMAX 250 COMBI EC a fait l'objet d'un avis du 28/06/2012. D'après le site https://biocid-anses.fr/biocid# , la date de soumission de la déclaration du produit date de 13/07/2021. Les éléments consultés ne permettent pas de statuer clairement sur le respect des délais de mises sur le marché et d'utilisation du produit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assurera que la fin de la période transitoire n'est pas dépassé et que la substance non approuvée est toujours en cours d'évaluation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/1900
Thème(s) : Produits chimiques, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Présence de rétention sur le stockage des produits dangereux
Constats : Les produits sont stockés dans un local formant rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Accès à la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : Les informations issues des FDS des produits dangereux sont accessibles en version papier ou informatique aux opérateurs susceptibles d'être en contact avec les produits
Constats : Conforme Le classeur des FDS est accessible à l'opérateur du site détenteur du CERTIBIOCIDE (certificat individuel pour l'activité d'utilisateur professionnel et distribution de certains types de produits biocides destinés exclusivement aux professionnels).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Etiquetage CLP

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 69
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Prescription contrôlée : Tous les produits biocides sont étiquetés (y compris les flacons de transvasement) Les éléments d'étiquetage des produits selon le règlement CLP indiqués en rubrique 2.2 de la FDS sont cohérents avec l'étiquette des produits
Constats : Les produits biocides sont bien étiquetés selon le règlement CLP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Etiquetage Biocide

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2016, article R.522-17
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Prescription contrôlée : Les informations suivantes doivent figurer sur l'étiquette (ou éventuellement sur la notice pour les items marqués *) : <ul style="list-style-type: none">– identité de toute substance active contenue dans le produit– la concentration des substances actives (en unité métrique ou pourcentage (m/m) ou (v/v))– le type de produit (TP)*- le numéro de l'autorisation accordée pour le produit biocide par l'ANSES (si une AMM a été délivrée)– numéro ou désignation du lot de préparation et date de péremption dans les conditions normales de conservation *– délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocides, durée d'action, intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière, ou de la surface qui a été traitée, ou l'accès ultérieur de l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide (y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées.)*

Constats : Conforme. Vérification faites sur les produits NOTRAC BLOX Tout temps et PERMAX250.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Condition d'utilisation (période pérenne)

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17.5
Thème(s) : Produits chimiques, Conditions opératoires
Prescription contrôlée : Les conditions de stockage, d'emploi et d'élimination du produit biocide respectent les éventuelles prescriptions de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) du produit si elle existe
Constats : La vérification des conditions de stockages a été faite pour quelques produits. Une remarque est faite par l'inspection concernant le produit SORKIL BLOC. En effet, la décision de l'AMM FR-2012-0004 précise que les produits doivent être conservés à moins de 25 °C (la demande de renouvellement de l'AMM a été sollicité le 02/04/2024.). Le local de stockage n'étant pas climatisé ni aéré, l'inspection estime cette condition ne peut être garantie en cas de fortes chaleurs extérieures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de stocker les produits biocides dans les conditions prescrites par leur AMM ou, à défaut, leur FDS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2014, article 7.2.1.1 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Prescription contrôlée : Les murs situés en limite de propriété au Sud et à l'Ouest du bâtiment principal de 722 m ² assurent un degré coupe feu 2 heures. L'ensemble de la structure du bâtiment est à minima R 15 ou équivalent. Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible.
Constats : Les faces intérieures des murs situés en limite de propriété au Sud et à l'Ouest du bâtiment principal et leur structure porteuse sont munies d'un flocage. L'exploitant a fourni la facture du 10/12/2014 correspondant à cette prestation. Elle mentionne un flocage coupe feu 2h.
Type de suites proposées : Sans suite

